

Entrepreneuriat féminin autochtone

Portrait des obstacles, des facteurs facilitants
et des mesures de soutien spécifiques

Entrepreneuriat féminin autochtone

Portrait des obstacles, des facteurs facilitants
et des mesures de soutien spécifiques



Le contenu de la présente publication a été rédigé par la Chaire en entrepreneuriat et innovation de l'Université Laval.

Recherche et rédaction

Francesca Croce

Candidate au doctorat, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval

Sophie Brière, Ph. D.

Titulaire de la Chaire de leadership en enseignement – Femmes et organisations, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval

Maripier Tremblay, DBA

Titulaire de la Chaire en entrepreneuriat et innovation, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval

Direction

Hélène Charron

Coordination de l'édition

Sébastien Boulanger

Conception et réalisation graphique

Guyline Grenier

Révision linguistique

France Galarneau

Couverture

D'origine Algonquienne, Marie-Cecile Nottaway est chef cuisinière et propriétaire de Traiteur Wawatay.

Photo: Alice Beaudoin

Date de parution

Décembre 2016

Toute demande de reproduction totale ou partielle doit être faite au Service de la gestion des droits d'auteur du gouvernement du Québec à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Éditeur

Conseil du statut de la femme

800, place D'Youville, 3^e étage

Québec (Québec) G1R 6E2

Téléphone: 418 643-4326 ou 1 800 463-2851

Site Web: www.placealegalite.gouv.qc.ca

Courrier électronique: publication@csf.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016

ISBN: 978-2-550-76162-4 (version PDF)

© Gouvernement du Québec

Table des matières

Mise en contexte et objectifs.....	7
Recension des écrits et des mesures de soutien	9
Femmes entrepreneures	10
Portrait et caractéristiques.....	10
Obstacles et facteurs facilitants	12
Mesures de soutien existantes.....	15
Femmes entrepreneures autochtones	17
Portrait et caractéristiques.....	17
Obstacles et facteurs facilitants	19
Mesures de soutien existantes.....	22
Femmes entrepreneures immigrantes	24
Portrait et caractéristiques.....	24
Obstacles et facteurs facilitants	26
Mesures de soutien existantes.....	28
Synthèse, constats et conclusion	29
Références bibliographiques.....	37

Mise en contexte et objectifs

Ce rapport de recherche s'inscrit dans la démarche du Conseil de statut de la femme visant à déterminer les caractéristiques principales de l'entrepreneuriat féminin autochtone au Québec. Le mandat donné à la Chaire en entrepreneuriat et innovation de l'Université Laval poursuivait les objectifs spécifiques suivants :

- répertorier les principaux obstacles à l'activité entrepreneuriale des femmes entrepreneures québécoises en général, des femmes entrepreneures appartenant aux catégories marginalisées et des femmes autochtones;
- distinguer les principaux facteurs facilitant l'activité entrepreneuriale des femmes entrepreneures québécoises en général, des femmes entrepreneures appartenant aux catégories marginalisées et des femmes autochtones;
- recenser les projets et les initiatives déjà en place destinés au soutien des différentes catégories des femmes entrepreneures, particulièrement les femmes autochtones et les groupes marginalisés;
- établir un lien entre les problématiques répertoriées dans la littérature scientifique et les projets et les initiatives déjà en place;
- présenter un bilan évaluatif des projets déjà en place et élaborer des conclusions et des recommandations.

Pour réaliser ce mandat, considérant le peu de littérature sur l'entrepreneuriat autochtone, et qui plus est sur les femmes entrepreneures autochtones, nous avons élargi notre recherche pour intégrer les femmes entrepreneures en général, de même que les femmes immigrantes. Celles-ci sont susceptibles de partager certaines réalités avec les femmes entrepreneures autochtones. Nous avons inclus dans notre recherche le phénomène entrepreneurial dans son ensemble, soit les intentions, la création, le développement et la croissance.

La méthodologie préconisée se base sur l'analyse des études primaires et secondaires. Une recension des écrits a été effectuée pour établir quels sont les principaux obstacles, les facteurs facilitants et les caractéristiques relatifs aux différentes catégories de femmes entrepreneures à l'étude. Le tableau 1 présente les bases de données sélectionnées pour cette recherche.

Tableau 1 – Liste des bases de données consultées pour la recherche

Bases de données en administration	ABI/Inform Global
	ABI/Inform Complète
	Business Source Complète
	Entrepreneurial Studies Source
Bases de données multidisciplinaires	Social Sciences
	Academic Search
	Cairn
	IBSS
	Web of Science
	Erudit
	Ariane
Bases de données en études féministes	Women Studies International
Bases de données gouvernementales	CUBIQ
Bases de données de l'actualité	Eureka
	Factiva
Bases de données généralistes	Google Scholar

Les critères d'exclusion utilisés sont les ouvrages traitant du sujet de façon trop générale et les articles scientifiques publiés avant les années 1990. L'analyse qualitative a permis de déceler les thèmes principaux et récurrents se rattachant aux différentes variables à l'étude dans la littérature scientifique et de les regrouper dans des grilles thématiques. Une analyse de rapports d'évaluation a été réalisée, notamment des rapports gouvernementaux (Condition féminine Canada, Gouvernement du Canada, Secrétariat aux Affaires autochtones), de même que des statistiques officielles (Statistique Canada) et celles d'institutions pertinentes (Femmessor, par exemple).

Afin de recenser les initiatives existantes, une recherche préliminaire sur Internet a été effectuée pour repérer les principaux organismes qui travaillent avec les femmes entrepreneures en général, les femmes entrepreneures autochtones et les femmes entrepreneures immigrantes. Afin de valider les données et de découvrir d'éventuels projets non répertoriés sur le site Web des différentes organisations, un contact téléphonique a été établi ou une rencontre a été effectuée si nécessaire.

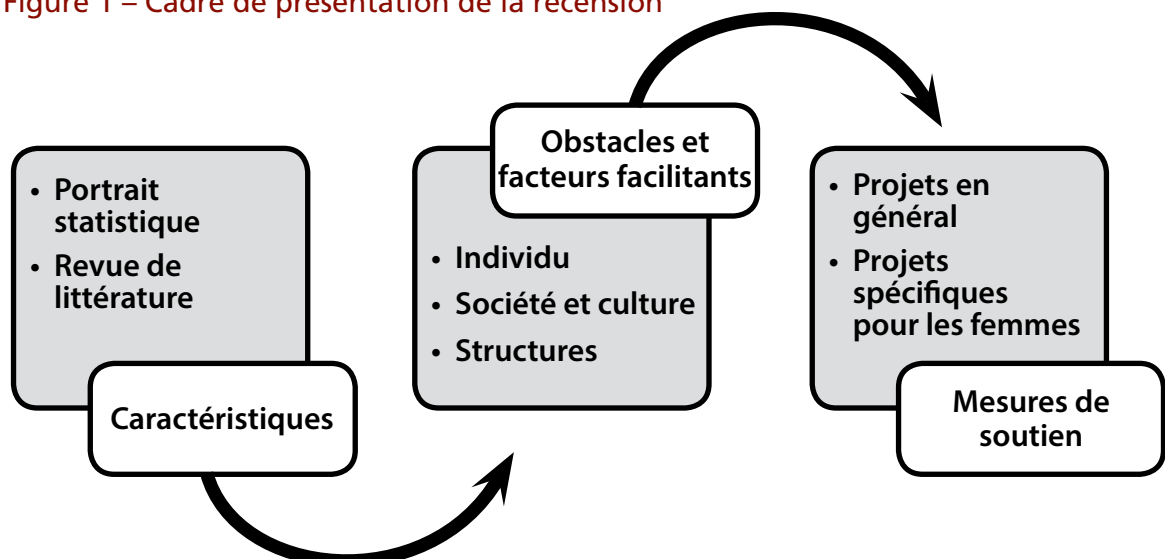
Aussi, afin de contextualiser l'état de situation des femmes entrepreneures au Québec, des rencontres ont eu lieu avec des personnes-ressources. Il s'agit dans un premier temps de M^{me} Hélène Lee-Gosselin, professeure titulaire de la Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés qui, depuis les années 1980, s'intéresse à la question des femmes entrepreneures au Québec, particulièrement les femmes entrepreneures immigrantes. Une autre rencontre a été tenue avec M. Emmanuel Bertrand-Gauvin, de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL), coordonnateur du projet « Femmes d'affaires ». Cette rencontre a permis de comprendre le contexte de ce projet et les attentes vis-à-vis des femmes autochtones qui aspirent à devenir entrepreneures.

Recension des écrits et des mesures de soutien

Conformément au mandat qui nous a été donné, cette section présente un portrait et une synthèse de la littérature sur 1) les femmes entrepreneures, 2) les femmes entrepreneures autochtones et finalement 3) les femmes entrepreneures immigrantes, lesquelles vivent des réalités semblables, à certains égards, à celles des femmes entrepreneures autochtones.

Cette présentation repose sur un cadre intégrateur (Figure 1). Ainsi, pour chaque catégorie de femmes, les éléments suivants seront mis en évidence : 1) les caractéristiques de la population, 2) les principaux obstacles à l'activité entrepreneuriale et les facteurs la facilitant et enfin 3) une recension des mesures de soutien existantes. Cette approche permet d'établir un fil conducteur entre les trois parties. Cette façon de procéder facilite l'identification des spécificités propres à chaque catégorie, tout en offrant une mise en perspective des trois populations de femmes entrepreneures à l'étude.

Figure 1 – Cadre de présentation de la recension



Comme le montre la figure 1, les obstacles et les facteurs facilitants sont regroupés en trois grandes catégories. Les obstacles individuels incluent la scolarité, les motivations à entreprendre, les compétences, la confiance en soi, l'autonomie et la perception du risque. Une deuxième catégorie, celle des obstacles socioculturels, regroupe des éléments tels que les stéréotypes véhiculés, les responsabilités familiales, le rapport à l'argent et le modèle sexué pour l'accès à la propriété. Finalement, les obstacles structurels sont plutôt liés à des éléments tels que le cadre juridique, les règles fiscales, l'accès au financement, l'accès à l'information et aux technologies, ou encore l'accès à des réseaux spécifiques.

Femmes entrepreneures

Portrait et caractéristiques

Statistique Canada (2012) fait mention de 950 000 femmes entrepreneures au Canada, ce qui correspond à 35,6 % de la population totale des personnes entrepreneures. Selon le rapport *Women's Entrepreneurship* du *Global Entrepreneurship Monitor* (Kelley et al., 2015), les intentions entrepreneuriales des femmes au Canada sont plus faibles que celles des hommes (12,5 % chez les femmes contre 21 % chez les hommes) et le taux d'activité entrepreneuriale, un indicateur mesurant le pourcentage de la population adulte (18 à 64 ans) qui a amorcé le processus de créer une entreprise ou qui en a récemment créé une, est de 10 % pour les femmes et de 16,5 % pour les hommes. En revanche, le taux de fermeture des entreprises au Canada est plus faible chez les femmes (1,8 %) que chez les hommes (2,2 %).

Selon le rapport *Survey on Financing and Growth of Small and Medium Enterprises* de Statistique Canada (2011c), la proportion de PME dans lesquelles les femmes détiennent de 1 % à 100 % des actions varie de 53,7 % (dans les Prairies) à 37,8 % (au Québec). Dans la catégorie où les femmes détiennent 50 % ou plus des actions de la société, la région des Prairies (23,4 %) et celle de la Colombie-Britannique (21,9 %) arrivent en tête de liste, alors que le Québec (9,7 %) est en fin de peloton. Toutefois, c'est dans la région de l'Atlantique (19,6 %) et au Québec (15 %) que l'on trouve la plus forte proportion de femmes propriétaires à 100 % des actions de leur entreprise. Le rapport de l'*Indice entrepreneurial québécois* (Fondation de l'entrepreneurship, 2014) souligne également que depuis les années 2000, les femmes entrepreneures sont de plus en plus nombreuses au Québec. Les résultats montrent que 10,3 % des

femmes étaient propriétaires d'une entreprise en 2014 comparativement à 5,5 % en 2009. De plus, 14 % des femmes, qu'elles soient déjà en affaires ou non, envisagent de lancer ou de reprendre une entreprise.

Afin de comprendre plus particulièrement la réalité de l'entrepreneuriat féminin au Québec, il est important de rappeler que ce phénomène est relativement récent. En effet, l'entrepreneuriat féminin s'est développé successivement avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail au début des années 1970, soit après la modification du Code civil du Bas-Canada, qui a considéré les femmes mariées juridiquement comme étant aptes à administrer leurs biens personnels (Légaré et St-Cyr, 2000).

Cela dit, malgré l'avènement de l'entrepreneuriat féminin, les contributions des femmes entrepreneures demeurent sous-estimées dans la littérature scientifique, puisqu'une grande partie de la recherche en entrepreneuriat a eu tendance à l'origine à se concentrer exclusivement sur les hommes entrepreneurs (Brush, 1992) et à soutenir qu'il n'y pas de différences entre les femmes et les hommes entrepreneurs (Bardasi, Sabarwal et Terrell, 2011; Chitsike, 2000; Datta et Gailey, 2012; Della-Giusta et Phillips, 2006; Gupta *et al.*, 2009). Afin néanmoins de comprendre ce phénomène émergent, diverses études ont été réalisées sur l'entrepreneuriat féminin (Al-Dajani et Marlow, 2013; Ahl et Marlow, 2012; Bonte et Piegeler, 2013; Calás, Smircich et Bourne, 2009; Carrier, Julien et Menvielle, 2006; Jennings et Brush, 2013; Knight, 2014; Pathak, Goltz et Buche, 2013; Rouse, Treanor et Fleck, 2013; Welter, Brush et De Bruin, 2014). Si la perspective traditionnelle, qui ne conçoit pas de différences entre les hommes et les femmes entrepreneures, est mise en avant dans plusieurs travaux, deux autres perspectives se distinguent, soit la perspective libérale et la perspective constructiviste.

Selon la perspective libérale, une majeure partie de la littérature scientifique concernant l'entrepreneuriat féminin souligne les différences entre l'entrepreneuriat masculin et féminin (Braidford, Stone et Tesfaye, 2013). Cette comparaison tend à établir l'entrepreneuriat masculin comme une norme universelle (Busenitz *et al.*, 2003). Cependant, le nombre croissant de femmes entrepreneures justifie la nécessité de multiplier les études les concernant sans faire une comparaison avec les hommes entrepreneurs (Huarng, Mas-Tur et Hui-Kuang, 2012). Ainsi, on trouve des études (Calás, Smircich et Bourne, 2009; Smith-Hunter, Kapp et Manimoy, 2010; Lee-Gosselin, Housieaux et Villeneuve, 2010; Yao et Shen, 2011; Kwong, Jones-Evans et Thompson, 2012; Derera *et al.*, 2014; Brière, Auclair et Tremblay, 2016) qui remettent en question le modèle de l'entrepreneuriat androcentrique et hétéronormatif afin de montrer les éléments contextuels et structurels propres à la réalité des femmes.

Afin d'illustrer les éléments contextuels et structurels propres à la réalité des femmes, le *Portrait statistique des femmes entrepreneures* (Légaré et St-Cyr, 2000) établit que l'entrepreneuriat féminin, qui représente un tiers de l'activité entrepreneuriale, est majoritairement concentré dans le secteur des services et du commerce au détail. Les entreprises créées par les femmes seraient de jeunes entreprises. Qui plus est, les femmes utilisent davantage leurs propres ressources financières personnelles pour le financement de leurs entreprises. Les femmes entrepreneures travaillent en moyenne moins d'heures par rapport aux hommes entrepreneurs et leur revenu annuel moyen est également inférieur à celui des hommes entrepreneurs.

La littérature montre également que les motivations des femmes à se lancer en affaires sont très variées : accomplissement personnel, réalisation professionnelle, insatisfaction au travail, absence d'emploi, quête d'autonomie, etc. (Díaz-García et Brush, 2012; Légaré et St-Cyr, 2000; Robichaud, LeBrasseur et Nagarajan, 2010). Pour la plupart, les motivations entrepreneuriales des femmes sont principalement liées aux facteurs endogènes plutôt qu'aux facteurs exogènes, par exemple le besoin d'indépendance, la réalisation de soi et la possibilité d'avoir la flexibilité pour mieux gérer la vie professionnelle et familiale (Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012).

Obstacles et facteurs facilitants

L'apport de l'entrepreneuriat féminin est important pour la création des emplois et le développement économique (Safarik, 2003; Huarng, Mas-Tur et Hui-Kuang, 2012). Cependant, malgré son importance, la littérature souligne plusieurs obstacles auxquels doivent faire face les femmes entrepreneures (Bardasi, Sabarwal et Terrell, 2011; Datta et Gailey, 2012; Estrin et Mickiewicz, 2011; Rutashobya, Allan et Nilsson, 2009; Spring, 2009; St-Pierre, Pilaeva et Julien, 2011; Zeidan et Bahrami, 2011).

Obstacles individuels

Parmi les obstacles individuels, on trouve à la fois des facteurs sociodémographiques (âge, localisation), des facteurs psychologiques (liés à l'attitude entrepreneuriale) et des facteurs rattachés aux compétences (formation, expérience managériale, expériences professionnelles). Ronsen (2014) souligne la difficulté pour les femmes de satisfaire pleinement leur potentiel professionnel, ou encore de bien cerner leur motivation et leur aspiration de croissance professionnelle. Ces aspects psychologiques sont souvent dus au fait que les femmes ont la perception d'être sous-estimées ou pas complètement respectées par les investisseurs majoritairement masculins. En outre, la littérature souligne que les femmes appréhenderaient davantage la prise de risque (Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012), ce qui représente un

aspect important de l'activité entrepreneuriale. Le fait que les femmes sont minoritaires dans les domaines scientifiques et qu'elles sont moins présentes dans des postes de gestion des entreprises constituent également des obstacles importants pour les femmes entrepreneures (Ronsen, 2014; Piacentini, 2013; Braidford, Stone et Tesfaye, 2013; Légaré et St-Cyr, 2000). Le partage inégal des tâches familiales entre les hommes et les femmes et le double rôle que les femmes doivent assumer (Ronsen, 2014; Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012; Calás, Smircich et Bourne, 2009) nécessitent une conciliation travail-famille qui limite aussi la disponibilité des femmes pour un « full time entrepreneurship » (Ronsen, 2014).

Obstacles socioculturels

Certains auteurs (Ronsen, 2014; Piacentini, 2013; Calás, Smircich et Bourne, 2009; Jennings et Brush, 2013) mettent en évidence la faible propension des femmes à entrer dans certains secteurs à forte croissance. En effet, il existe encore une forte ségrégation entre les sexes sur le marché du travail, de même que sur le plan de la scolarisation (Ronsen, 2014; Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012; Calás, Smircich et Bourne, 2009; Braidford, Stone et Tesfaye, 2013). Les femmes demeurent sous-représentées dans certains secteurs à tradition masculine, comme le secteur manufacturier ou le secteur industriel (Ronsen, 2014; Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012). D'autres auteurs (Braidford, Stone et Tesfaye, 2013) soulignent le manque de communication et de sensibilisation autour des modèles managériaux féminins, la figure de l'homme entrepreneur étant prépondérante dans notre société. Le réseautage d'affaires serait également désavantageux pour les femmes, notamment parce que les réseaux formels et informels utiles au développement des affaires ne sont pas toujours accessibles aux femmes (Piacentini, 2013). Les femmes participent généralement aux réseaux composés exclusivement de femmes, ce qui limite les opportunités de réseautage et de développement d'affaires ainsi que les possibilités de financement, notamment par les anges investisseurs majoritairement de sexe masculin (Piacentini, 2013).

Obstacles structurels

La dernière catégorie d'obstacles recensés dans la littérature concerne les facteurs structurels, c'est-à-dire ceux liés à l'organisation ou au projet d'entreprise. En effet, un obstacle majeur pour les femmes est l'accès au financement ou l'accès au capital (Ronsen, 2014; Piacentini, 2013; Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012; Calás, Smircich et Bourne, 2009; Braidford, Stone et Tesfaye, 2013). À cause de cette difficulté, les femmes ont souvent tendance à se tourner vers leurs ressources financières personnelles, plutôt que vers les ressources externes pour le démarrage et le développement des entreprises (Piacentini, 2013; Akehurst, Simarro et Mas-Tur,

2012; Jennings et Brush, 2013). D'une manière générale, cette tendance des femmes à investir des petites sommes d'argent dans le démarrage de leurs activités (Piacentini, 2013; Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012; Jennings et Brush, 2013) peut poser problème à long terme pour la croissance de l'entreprise. La littérature montre une discrimination à ce sujet, puisque des garanties additionnelles et des taux d'intérêt plus élevés (capital de risque) sont souvent demandés aux femmes (Akehurst, Simarro et Mas-Tur, 2012). Cela témoigne de l'existence, encore aujourd'hui, des comportements sexistes et des normes à prévalence masculine. Le tableau 2 présente une synthèse des obstacles répertoriés.

Tableau 2 – Obstacles propres aux femmes entrepreneures

OBSTACLES / FACTEURS INDIVIDUELS		
Facteurs sociodémographiques	Facteurs psychologiques	Facteurs liés aux compétences
Jeune âge des femmes	Faible propension au risque	Manque d'expérience professionnelle en gestion
Problème d'isolement	Représentations psychologiques sexistes et représentations inégalitaires entre les femmes et les hommes	Manque de formation spécifique en gestion
Double responsabilité (travail-famille)	Ambivalence au sujet de la motivation ou aspiration entrepreneuriale	Minoritaires dans les filières scientifiques
OBSTACLES / FACTEURS SOCIOCULTURELS		
Facteurs socioéconomiques	Facteurs culturels	Facteurs relationnels
Sous-représentation des femmes dans des secteurs à tradition masculine	Sexisme dans le marché du travail	Réseautage d'affaires désavantageux pour les femmes
Difficultés liées à la conjoncture économique	Manque de modèles entrepreneuriaux féminins	Réseaux de développement d'affaires pas toujours accessibles aux femmes
OBSTACLES / FACTEURS STRUCTURELS		
Facteurs financiers		Facteurs organisationnels
Difficulté d'accès au financement		Manque de ressources liées au développement
Ressources financières propres limitées		Petits investissements pour le démarrage

Face à ces obstacles, une majorité d’auteurs s’entendent sur la nécessité de mieux soutenir les femmes entrepreneures (Spring, 2009). En effet, plusieurs auteurs (Chitsike, 2000; Datta et Gailey, 2012; Hossain *et al.*, 2009; Pardo del Val, 2010; Drine et Grach, 2012; Treanor et Henry, 2010) soulignent l’importance de l’appui institutionnel dans la création d’un cadre légal et d’un environnement qui permettent aux femmes d’avoir accès aux ressources nécessaires au développement entrepreneurial. Il importe aussi de prendre en compte les éléments conjoncturels et spécifiques liés à la réalité des femmes entrepreneures (Brière, Auclair et Tremblay, 2016). Les facteurs facilitants sont ainsi généralement liés au soutien financier, au mentorat et au réseautage, au développement des compétences et au soutien familial et émotionnel (Ronsen, 2014). Dans ce contexte, la prochaine section répertorie les initiatives et les projets existants en faveur des femmes entrepreneures, majoritairement au Québec, et, dans une moindre mesure, au Canada. Pour chaque initiative, la nature du soutien est précisée.

Mesures de soutien existantes

Le tableau 3 présente les programmes et les initiatives, précise la nature des produits et services et indique, en rapport avec la recension des écrits réalisée, à quelle catégorie de soutien ils appartiennent. La première section est générale et la deuxième s’adresse particulièrement aux femmes entrepreneures.

Tableau 3 – Programmes de soutien à l’entrepreneuriat et spécifiques pour les femmes

	Programmes	Nature du soutien			
		Produits services	Soutien individuel	Soutien socio-culturel	Soutien structurel (financement)
Mesures générales	Réseau M, Fondation de l’entrepreneurship, Québec, QC. http://bit.ly/2fLx9v9	Mentorat	X	X	
	Devenir entrepreneur, Caisse de dépôt et placement du Québec, Québec, QC. http://bit.ly/2gxq7vx	Sensibilisation		X	
	SAJE Accompagnateur d’entrepreneurs, Montréal, QC. http://bit.ly/2gIHVEE	Services-conseils	X		
	Lancement d’une entreprise, Entrepreneuriat Québec, Sherbrooke, QC. http://bit.ly/2f5LtON	Formation	X		

	Nature du soutien	Produits services	Soutien individuel	Soutien socio-culturel	Soutien structurel (financement)
	Programmes				
Mesures générales	Maison des Entrepreneurs du Québec (MEQ), Montréal, QC. http://bit.ly/2gxRA5h	Formation (jeunes)	X	X	
	Osentreprendre, Québec, QC. http://bit.ly/2gxuRBu	Concours	X		
	J'entreprends Québec, Québec, QC. http://bit.ly/2gViUsW	Réseautage et activités		X	
	Lancement d'une entreprise, Capitale Entrepreneur, Québec, QC. http://bit.ly/2gkvSzo	Formation	X		
	Ressources Entreprises, Services d'information d'affaires, Québec, QC. http://bit.ly/2a5jJNG	Informations stratégiques	X		
	Réseau Entreprises Canada, Gouvernement du Canada, CA. http://bit.ly/2g6Ld3A	Informations stratégiques	X		
	Banque de développement du Canada (BDC), Montréal, QC. http://bit.ly/1SxrUv8	Financement			X
	Programme de financement des petites entreprises du Canada, Gouvernement du Canada, CA. http://bit.ly/1rn6tEG	Financement			X
Mesures spécifiques	Centre d'entrepreneuriat féminin au Québec (CEFQ), Québec, QC. http://bit.ly/2fQX0VP	Formation Mentorat Services-conseils	X	X	
	Femmessor Québec, QC. http://bit.ly/1Bw12rc	Financement Services-conseils	X		X
	Glambition (mené par les Carrefours Jeunesse Emploi), Québec, QC. http://bit.ly/2fQYe3m	Sensibilisation	X	X	
	Réseau des Femmes d'affaires du Québec (RFAQ) et Réseau des jeunes femmes d'affaires du Québec (RJFAQ), Québec, QC. http://bit.ly/1MjyGTb	Réseautage	X	X	
	Association des femmes entrepreneures de Québec (AFEQ), Québec, QC. http://bit.ly/1MjyGTb	Réseautage	X	X	
	Réseau des Mères en Affaires (RMA), Québec, QC. http://bit.ly/2gIO8jM	Blogue Réseautage		X	
	Compagnie F – Entrepreneurship pour femmes, Montréal, QC. http://bit.ly/2glFh1D	Financement Services-conseils	X		X

Femmes entrepreneures autochtones

Portrait et caractéristiques

En 2006, les Autochtones représentaient 1,3 % de la population totale au Québec (Rose, 2013). Les femmes étaient au nombre de 600 695, ce qui correspond à 4 % de l'ensemble de la population féminine canadienne (O'Donnell et Wallace, 2011). Au Québec, 60 % des femmes autochtones ont déclaré être membres des Premières Nations (les Indiens inscrits ou non inscrits), tandis que 33 % étaient métisses et 4 % inuites (O'Donnell et Wallace, 2011).

La population féminine autochtone vieillit à un rythme plus lent que celui de la population féminine non autochtone et augmente plus rapidement que la population féminine totale depuis 1996 (Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, 2012). De 1996 à 2006, la population autochtone a connu une hausse de 45 % comparativement au taux de croissance de 8 % chez les non-Autochtones. En 2006, l'âge médian de la population autochtone était de 27 ans comparativement à 40 ans pour la population non autochtone (Statistique Canada, 2006). En général, les Autochtones sont beaucoup plus jeunes que les non-Autochtones : 16,3 % des femmes autochtones et 16,5 % des hommes autochtones ont entre 15 et 24 ans comparativement à 12,2 % et 13,1 % des non-Autochtones (Rose, 2013).

Les provinces où l'on trouve la plus grande proportion des femmes autochtones au sein de la population féminine sont le Manitoba et la Saskatchewan. En 2006, les femmes et les filles autochtones représentaient 16 % de l'ensemble de la population féminine au Manitoba et 15 % en Saskatchewan comparativement à 6 % en Alberta, à 5 % en Colombie-Britannique et à 3 % ou moins dans les autres provinces (O'Donnell et Wallace, 2011). En ce qui concerne leur niveau d'instruction, 35 % des femmes autochtones de 25 ans et plus ne possédaient pas de diplôme (O'Donnell et Wallace, 2011).

Selon une étude réalisée en 2011 par le Centre de vigie et de recherche sur la culture entrepreneuriale de la Fondation de l'entrepreneurship sur les indicateurs de base du dynamisme entrepreneurial des Autochtones du Québec, alors que deux fois plus d'Autochtones que de Québécois envisagent une carrière entrepreneuriale (Autochtones, 14,3 %; ensemble du Québec, 7,0 %; 2011), seulement 10,3 % des femmes autochtones par rapport à 18,2 % des hommes autochtones ont l'intention de créer une entreprise. De ce nombre, seulement 5,3 % des femmes autochtones par rapport à 14,5 % des hommes autochtones passent de l'intention entrepreneuriale à la démarche de création d'entreprises.

La littérature scientifique sur les femmes entrepreneures autochtones au Québec est assez rare si on la compare à celle des femmes entrepreneures en général (Stout et Kipling, 1998). Plusieurs études ont été effectuées dans le reste du Canada, aux États-Unis et en Australie. À ce titre, il est opportun de rappeler que l'entrepreneuriat autochtone constitue depuis un certain nombre d'années (Hindle et Lansdowne, 2005) un objet de recherche à part entière défini « *as the creation, management and development of new ventures by Indigenous people for the benefit of Indigenous people* » (Hindle et Lansdowne, 2005, 132). Dans la littérature existante concernant l'entrepreneuriat autochtone, une première vague de recherche est construite autour du constat que l'entrepreneuriat est un levier économique pour le développement communautaire (Anderson, 1999). Le développement entrepreneurial des femmes autochtones a d'ailleurs été reconnu comme une stratégie visant à sortir les communautés autochtones de la pauvreté (Pearson et Helms, 2012). Toutefois, considérant le phénomène migratoire des Autochtones dans les villes, ces études présentent davantage les réalités des femmes entrepreneures autochtones dans des milieux urbains (Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012). La corrélation entre activité entrepreneuriale et développement communautaire s'appuie sur la motivation qu'ont les entrepreneurs autochtones à trouver une solution endogène à leur développement économique et à promouvoir le bien-être social de leurs communautés d'appartenance (Lituchy et al., 2006).

D'une manière générale, la littérature montre que l'entrepreneuriat autochtone féminin est tout d'abord caractérisé par le besoin de se conformer aux valeurs et aux normes sociales de la communauté d'origine, autrement dit à l'esprit communautaire. Aussi, les femmes autochtones ont besoin d'avoir des exemples de succès entrepreneurial autochtone (Lituchy et al., 2006) et elles ne considèrent pas l'argent comme un cumul de richesse financière. En conséquence, elles accordent moins d'importance à la rémunération économique (Lituchy et al., 2006; Pearson et Daff, 2014; Moyle et Dollard, 2008; Pearson et Helms, 2012). Certains auteurs montrent en effet l'importance accordée aux relations humaines avec les salariées et avec les parties prenantes (Lituchy et al., 2006; Pearson et Helms, 2012). La caractéristique principale de l'entrepreneuriat féminin autochtone est ainsi l'attention accordée au bien-être social des communautés autochtones plutôt qu'à l'aspect financier (Pearson et Daff, 2014; Lituchy et al., 2006). De plus, la littérature souligne que le développement de marchés sur le plan international n'est pas une priorité pour les femmes autochtones (Lituchy et al., 2006). En ce qui concerne plus particulièrement les motivations des femmes autochtones à se lancer dans des activités entrepreneuriales, elles seraient plutôt associées à des *push factors* qu'à des *pull factors* (Wood et Davidson, 2011). En effet, les femmes autochtones sont motivées par la nécessité d'améliorer leur condition économique et leur qualité de vie personnelle de même que celles de leurs proches (*push factors*).

Comme les femmes autochtones sont souvent confrontées au problème d'insertion professionnelle et au manque d'emplois (Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011), elles sont motivées par le fait de créer des emplois dans leurs communautés autochtones (Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011). Elles expriment aussi le besoin d'être économiquement et psychologiquement indépendantes des hommes (Pearson et Daff, 2014; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011) et également celui d'être moins dépendantes de l'aide gouvernementale (Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012). Les motivations des femmes entrepreneures autochtones résident ainsi dans la création d'une nouvelle économie basée sur le partage de la culture autochtone et de leurs valeurs communautaires (Pearson et Daff, 2014). La création d'entreprises est dans ce contexte perçue par ces dernières comme un moyen d'émancipation vis-à-vis de la communauté non autochtone (Lituchy *et al.*, 2006; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011).

Obstacles et facteurs facilitants

Obstacles individuels

Au regard des obstacles individuels, les femmes entrepreneures autochtones qui vivent dans les réserves ont souvent à affronter des problèmes d'isolement et de transport dans des milieux éloignés (Pearson et Daff, 2014; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011), ce qui influence fortement l'activité et la réussite de leurs entreprises. La littérature souligne également le manque de formation en gestion des femmes autochtones (Pearson et Daff, 2014; Lituchy *et al.*, 2006; Todd, 2012; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011) et une faible expérience en management, en finance et en gouvernance d'entreprises (Pearson et Daff, 2014; Wood et Davidson, 2011).

Obstacles socioculturels

En ce qui concerne les facteurs socioculturels, la littérature révèle qu'un obstacle à l'activité entrepreneuriale des femmes autochtones réside dans le statut et le pouvoir de certains membres de la communauté. Ces derniers occupent souvent une position hiérarchique supérieure et ne sont pas toujours en faveur de l'activité entrepreneuriale des femmes (Pearson et Daff, 2014; Wood et Davidson, 2011; McDonnell, 1999). Les femmes autochtones ont ainsi de la difficulté, ou encore une incapacité, à concilier les exigences de l'activité commerciale et professionnelle et l'attente de la communauté concernant leur rôle familial. En effet, les responsabilités familiales inégalement partagées entre les hommes et les femmes rendent

celles-ci moins disponibles pour le marché de l'emploi et ont donc des effets sur leur niveau de dépendance économique envers leurs conjoints (Pearson et Daff, 2014). Un autre obstacle concerne dans cette perspective les attentes familiales sur le partage du projet entrepreneurial avec les conjoints même si ces derniers ne sont pas engagés directement dans les activités de l'entreprise (Pearson et Daff, 2014; Moyle et Dollard, 2008). À cela s'ajoutent les différentes problématiques sociales auxquelles les femmes autochtones sont confrontées, telles que les abus, la violence et le racisme (Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011).

Obstacles structurels

En ce qui concerne les facteurs structurels liés au projet d'entreprise, des études font aussi état d'un attachement au mode de vie de la communauté qui n'est pas toujours conforme à l'esprit entrepreneurial et à la logique économique capitaliste (Pearson et Daff, 2014; Wood et Davidson, 2011). Sur le plan du soutien, les femmes autochtones sont peu liées à des réseaux d'accompagnement entrepreneurial (Moyle et Dollard, 2008) et elles ont difficilement accès à des mentors autochtones dont elles pourraient s'inspirer (Wood et Davidson, 2011). Dans la gestion du projet entrepreneurial, les obstacles majeurs sont l'identification des opportunités au sein du marché, la préparation du plan d'affaires et la recherche de clients potentiels (Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012). L'accès au financement représente un autre obstacle important (Lituchy *et al.*, 2006; Todd, 2012; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011; McDonnell, 1999) tout comme le manque de modèles adaptés pour le financement autochtone (Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012; McDonnell, 1999). Cela a comme conséquence que les femmes autochtones utilisent leurs propres ressources financières pour le démarrage de l'entreprise (McDonnell, 1999; Pearson et Daff, 2014; Todd, 2012; Moyle et Dollard, 2008). Bien que cette mise de fonds puisse constituer un bon point de départ, ces ressources sont souvent insuffisantes pour couvrir le développement de l'entreprise à plus long terme. En outre, dans le cas de difficultés liées au démarrage, cette stratégie peut mettre en péril la situation financière personnelle et familiale (Lituchy *et al.*, 2006). Le tableau 4 présente une synthèse des obstacles à l'activité entrepreneuriale des femmes autochtones.

Tableau 4 – Obstacles, femmes entrepreneures autochtones

OBSTACLES / FACTEURS INDIVIDUELS		
Facteurs sociodémographiques	Facteurs psychologiques	Facteurs liés aux compétences
Localisation géographique éloignée	Difficultés à concilier les priorités professionnelles et les attentes de la communauté	Manque de formation en management et en finance
Absence d'un réseau de transport public	Représentations inégalitaires entre les femmes et les hommes au sein des communautés autochtones	Manque d'expérience en management, en finance et en gouvernance d'entreprise
OBSTACLES / FACTEURS SOCIOCULTURELS		
Facteurs socioéconomiques	Facteurs culturels	Facteurs relationnels
Problématiques sociales (drogue, alcool, violence, suicide)	Dualité entre l'attachement au mode de vie de la communauté et les valeurs capitalistes	Statut et pouvoir des membres de la communauté
Désirs des membres de la famille et hiérarchie communautaire	Manque de modèles culturels et de mentors autochtones en entrepreneuriat	Manque d'accès aux réseaux d'accompagnement
OBSTACLES / FACTEURS STRUCTURELS		
Facteurs financiers		Facteurs organisationnels
Difficultés d'accès au financement		Identification difficile des besoins du marché
Manque de modèles spécifiques pour l'acquisition des crédits		Identification difficile des clients potentiels
Ressources financières personnelles limitées		Réalisation d'un plan d'affaires

Les aspects facilitant l'activité entrepreneuriale des femmes autochtones sont moins développés dans la littérature scientifique. Cependant, certains auteurs soulignent l'importance de l'accès au financement comme facteur facilitant l'activité entrepreneuriale (Lituchy *et al.*, 2006; Todd, 2012; Moyle et Dollard, 2008; Wood et Davidson, 2011; McDonnell, 1999; Pearson et Daff, 2014). Certaines initiatives de soutien, présentées ci-après, visent à faciliter le développement entrepreneurial chez les Autochtones.

Mesures de soutien existantes

Le tableau 5 présente les programmes et les initiatives, précise la nature des produits et services et indique, en rapport avec la recension des écrits réalisée, à quelle catégorie de soutien ils appartiennent. La première section est générale et la deuxième s'adresse particulièrement aux femmes entrepreneures. Il est important de souligner qu'il existe depuis peu un répertoire des entreprises autochtones consultable sur le site Web de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL)¹.

Tableau 5 – Programmes de soutien à l'entrepreneuriat autochtone généraux et spécifiques pour les femmes

	Programmes	Nature du soutien			
		Produits services	Soutien individuel	Soutien socio-culturel	Soutien structurel (financement)
Mesures générales	Agents de développement économique communautaire (ADEC) de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL), Wendake, QC. http://bit.ly/2fM4ypu	Services-conseils	X	X	
	Réseau d'affaires des Premières Nations du Québec (RAPNQ), Québec, QC. http://bit.ly/2fRzKad	Services-conseils	X	X	
	Eeyou Economic Group (EEG), destiné aux entrepreneurs cris, Waswanipi, QC. http://bit.ly/2gGzplM	Financement Services-conseils	X		X
	Investissement Premières Nations du Québec, Québec, QC. http://bit.ly/2fRyWlQ	Financement	X		X
	Programme d'entrepreneuriat autochtone (PEA), Affaires autochtones et du Nord Canada, Gouvernement du Canada, CA. http://bit.ly/2gVRsv7	Financement Services-conseils	X		X
	SOCCA, Société de crédit commerciale autochtone, Québec, QC. http://bit.ly/2fREVH9	Financement			X

¹ Le répertoire des entreprises autochtones peut être consulté à l'adresse suivante : <http://bit.ly/2g7r5hu>.

	<div> <div>Nature du soutien</div> <div>Programmes</div> </div>	Produits services	Soutien individuel	Soutien socio-culturel	Soutien structurel (financement)
Mesures générales	Tewatohnhi'saktha Business Loan Fund (TBLF), Kahnawake Mohawk Territory, QC. http://bit.ly/2gGw8ce	Financement Services-conseils		X	X
	Corporation de développement économique montagnaise (CDEM), Sept-Îles, QC. http://www.cdem.ca	Financement			X
	Centres d'aide aux entreprises du Nunavut, CA. http://bit.ly/2gbY0S9	Financement			X
	Fonds d'initiatives autochtones II, Secrétariat aux affaires autochtones, Gouvernement du Québec, Québec, QC. http://bit.ly/2fEj47y	Financement			X
	Banque de développement du Canada (BDC Capital), Gouvernement du Canada, CA. http://bit.ly/2g7sm8c	Financement Services-conseils	X		X
Mesures spécifiques aux femmes	Fonds de développement économique pour les Autochtones – Fonds pour les entreprises et les communautés (vise uniquement l'Ontario), ON. http://bit.ly/2gVnKld				X
	Fonds de développement des entreprises autochtones (Prêt Ulnooweg), Agence de promotion économique du Canada Atlantique, Gouvernement du Canada, CA. http://bit.ly/2gYUcrv	Financement			X
	Initiative d'éducation autochtone Martin (Fondation philanthropique), Québec, QC. http://bit.ly/2fM6yyj	Formation (jeunes)	X		
	Fonds CAPE, Montréal, QC. http://bit.ly/2fM6j6e	Financement			X
	Fonds de développement des entreprises autochtones de l'ICDE, Joint Economic Development Initiative (JEDI), vise uniquement le Nouveau-Brunswick, NB. http://bit.ly/2g7ydud	Financement			X

Une initiative notable

En 2004, le FIEF Côte-Nord, devenu depuis Femmessor Côte-Nord, invitait deux femmes autochtones à faire partie de son conseil d'administration, ce qui était une première dans ce réseau².

Toutefois, au bout d'un an, les responsables de Femmessor ont réalisé que pour développer des liens de confiance avec les Premières Nations, il fallait également aller à leur rencontre, sur leurs territoires. Neuf communautés autochtones sont présentes sur la Côte-Nord. Au fil des ans, grâce au temps investi et aux liens tissés, deux projets d'entrepreneuriat féminin ont vu le jour et ont été financés, en couture et en restauration. Actuellement, deux femmes entrepreneures autochtones sont financées par Femmessor Côte-Nord, notamment en massothérapie et en coiffure (20 projets bénéficient du financement de l'organisme dans cette région). En juin 2013 a eu lieu une campagne de promotion de la diversité dans l'entrepreneuriat féminin, notamment destinée aux Innues de la Côte-Nord³.

Parmi les principaux obstacles à surmonter, les responsables de Femmessor mentionnent le manque de connaissance en gestion de leurs clientes et la résistance des conjoints. Selon ces responsables, la mixité culturelle – c'est-à-dire la rencontre, la formation, le réseautage entre des femmes autochtones et allochtones à travers Femmessor – est une formule prometteuse⁴.

Femmes entrepreneures immigrantes

Portrait et caractéristiques

Il existe dans la littérature un certain nombre d'études concernant les entrepreneurs immigrants. L'activité entrepreneuriale des immigrants est souvent désignée sous le nom d'entrepreneuriat ethnique (Dallalfar, 1994; Pio, 2007), ce qui regroupe les variables de l'appartenance ethnique, du genre et de l'entrepreneuriat (Boustany et Manai, 2014). L'entrepreneuriat ethnique est défini comme la création d'entreprises par des individus appartenant à un groupe ethnique minoritaire dans une société d'accueil donnée (Liégeois, 2007). La majorité des études concerne le phénomène en milieu urbain (Brenner *et al.*, 2002). Au sein de cette littérature, encore peu d'études abordent spécifiquement le cas des femmes entrepreneures, et ce, malgré les réalités qui leur sont propres (Li, 2000).

² <http://bit.ly/2fRHrwZ>, page 27.

³ <http://bit.ly/2gyqOEV>.

⁴ Source : Conversation téléphonique avec M^{me} Jacinthe Harrison, directrice intérimaire de Femmessor Côte-Nord (25 juillet 2016) et avec M^{me} Andrée Hardy, ex-directrice de Femmessor Côte-Nord (19 juillet 2016).

Selon le rapport sur la population féminine de Statistique Canada (Statistique Canada, 2011b), basé sur les données du recensement de 2006, 3,2 millions de femmes, soit 20 % de l'ensemble de la population féminine, étaient immigrantes. Cette proportion est légèrement en hausse selon les données recueillies en 2001 (19 %). D'après les projections récentes sur la diversité de la population canadienne, la proportion de femmes et de filles immigrantes vivant au Canada pourrait augmenter pour atteindre 27 % en 2031. La plupart des femmes immigrantes arrivées au Canada en 2009 ont été admises dans la composante économique (58 %), laquelle regroupe les demandeurs principaux ou les personnes à charge qui accompagnent les travailleurs qualifiés, les gens d'affaires, les aides familiaux résidents ou les candidats d'une province ou d'un territoire. La deuxième composante en importance est celle du regroupement familial (29 %), laquelle englobe les conjoints, les enfants et autres membres de la famille des résidents canadiens, comme les parents ou les grands-parents, parrainés par des membres de la famille ou des parents proches au Canada (Statistique Canada, 2011a).

L'entrepreneuriat des femmes immigrantes reste un phénomène complexe car au-delà des difficultés liées à l'activité entrepreneuriale, les femmes immigrantes sont confrontées aux enjeux de l'immigration et de l'intégration dans leur nouveau milieu de vie. Selon Lee-Gosselin et Ann (2014), les femmes entrepreneures immigrantes sont de type « entrepreneures de nécessité ». En effet, si elles décident de créer une entreprise, c'est principalement parce qu'elles se trouvent en condition de vulnérabilité et que l'activité entrepreneuriale représente la seule possibilité d'avoir une activité professionnelle rentable. En effet, les femmes immigrantes font face à plusieurs difficultés. Leurs motivations se rattachent donc au fait de ne pas avoir d'emploi en raison de la non-reconnaissance du diplôme obtenu dans leur pays d'origine, ou encore au problème d'insertion de leur conjoint dans le milieu professionnel du pays d'accueil. L'entrepreneuriat constitue donc pour les femmes immigrantes une stratégie pour faire face aux problématiques socioéconomiques (Arcand et Stambouli, 2011). Il s'agit également d'une façon de bien s'intégrer dans la communauté d'accueil (Lee-Gosselin et Ann, 2014). De l'avis de ces auteures, les entreprises dirigées par les femmes immigrantes sont jeunes et elles sont actives dans différents secteurs, mais principalement dans le secteur des services et de la vente au détail (Paré, 2002).

La littérature sur les différences entre l'activité entrepreneuriale des femmes immigrantes et celle des femmes autochtones montre que les entrepreneures immigrantes s'adressent principalement aux nouveaux immigrants comme clients potentiels, alors que les entrepreneures autochtones s'adressent aux individus ayant un lien important ou direct avec les communautés. En conséquence, les entreprises des femmes immigrantes se développeraient plutôt au niveau de la collectivité des immigrants et celles des femmes autochtones, plutôt au niveau de la

communauté locale. Aussi, la littérature souligne que les entrepreneures ethniques exploitent leurs entreprises davantage dans une logique d'intégration dans l'économie dominante; leurs activités entrepreneuriales tendent ainsi vers l'assimilation avec les normes et paradigmes économiques du contexte d'accueil. En revanche, les entrepreneures autochtones développent leurs activités entrepreneuriales dans une logique de nation-statut (Peredo *et al.*, 2004); l'identité autochtone et l'appartenance communautaire, opposées à la culture et à l'identité québécoises, se reflètent dans leurs activités entrepreneuriales.

Obstacles et facteurs facilitants

Obstacles individuels

Les femmes immigrantes font face à la perception des différences de genre dans la société québécoise. En effet, les modèles de féminités proposés dans le contexte nord-américain ne correspondent pas toujours à ceux de la culture d'origine (Lee-Gosselin et Ann, 2014). Une autre barrière psychologique est la méfiance des femmes entrepreneures immigrantes envers les institutions du pays d'accueil (Lee-Gosselin et Ann, 2014). En outre, les femmes entrepreneures immigrantes sont confrontées à un manque d'expérience et de formation en gestion ou encore, à un problème de reconnaissance des diplômes dans le pays d'accueil (Lee-Gosselin et Ann, 2014).

Obstacles socioculturels

Un stigmat négatif est souvent attribué aux personnes immigrantes en général (Lee-Gosselin et Ann, 2014). En effet, les femmes entrepreneures portent l'image de leur pays d'origine qui, parfois, n'est pas toujours bien perçue dans le pays d'accueil. Legault (1993) souligne également le fait que les femmes immigrantes doivent faire face à des démarches administratives formelles pour leur statut d'immigration et que cela limite parfois l'accès à des actions d'ordre public dans le pays d'accueil (ex. : accès limité au marché de travail, aux services de garde, aux programmes sociaux) qui peuvent favoriser l'activité entrepreneuriale. Parmi les autres obstacles socioculturels, la maîtrise de la langue du pays d'accueil représente aussi un défi très important à l'activité entrepreneuriale. Comme le soulignent Lee-Gosselin et Ann (2014), la question identitaire des immigrantes demeure un enjeu pour les femmes qui souhaitent démarrer une entreprise. En effet, ces femmes viennent surtout des cultures sexistes qui leur imposent, au-delà des contraintes liées à l'activité entrepreneuriale, une pression pour s'occuper seules des tâches domestiques et des enfants. Ainsi, la gestion du temps devient une contrainte majeure.

Obstacles structurels

Parmi les obstacles liés au projet d'entreprise, il y a la problématique d'accès aux réseaux. Souvent, les femmes entrepreneures immigrantes ont une méconnaissance des programmes d'accompagnement qui leur sont destinés. Dans cette logique, elles ont majoritairement recours à des réseaux formés d'immigrants, lesquels ne s'avèrent pas toujours efficaces dans le soutien entrepreneurial. Les femmes entrepreneures immigrantes ont donc de la difficulté à avoir accès aux réseaux des femmes d'affaires et, loin de leur pays d'origine, elles n'ont pas accès à leurs réseaux de solidarité (amis, parents, famille) qui ont un rôle majeur quant au soutien psychologique et émotionnel dans l'aventure entrepreneuriale. Enfin, comme dans le cas des femmes entrepreneures en général, les femmes immigrantes ont de la difficulté à avoir accès au financement, raison pour laquelle souvent elles utilisent également leurs propres ressources financières pour le démarrage de l'entreprise (Lee-Gosselin et Ann, 2014). Le tableau 6 reprend les principaux obstacles à l'activité entrepreneuriale des femmes entrepreneures immigrantes en fonction des trois catégories.

Tableau 6 – Obstacles, femmes entrepreneures immigrantes

OBSTACLES / FACTEURS INDIVIDUELS		
Facteurs sociodémographiques	Facteurs psychologiques	Facteurs liés aux compétences
Connaissance insuffisante du contexte d'accueil	Perception relations hommes-femmes différente dans le pays d'accueil	Manque d'expérience en gestion
Maîtrise de la langue	Méfiance envers les institutions du pays d'accueil	Manque de formation en gestion
OBSTACLES / FACTEURS SOCIOCULTURELS		
Facteurs socioéconomiques	Facteurs culturels	Facteurs relationnels
Statut d'immigration	Stigmate négatif accordé aux personnes immigrantes	Réseaux peu diversifiés
Manque de temps lié au double rôle	Statut des femmes lié à la culture d'origine	Éloignement des réseaux de solidarité
OBSTACLES / FACTEURS STRUCTURELS		
Facteurs financiers		Facteurs organisationnels
Accès au financement		Discrimination systémique
Stabilité financière		Connaissance des programmes qui leur sont destinés

En ce qui concerne les aspects facilitants, un facteur très important au sein de la littérature est la question du financement et la présence de modèles destinés aux entrepreneures immigrantes. L'accès aux réseaux et aux différents mécanismes d'accompagnement en entrepreneuriat s'avère aussi fondamental pour ces dernières. Souvent, même si certains mécanismes et réseaux sont présents, les femmes immigrantes ne les connaissent pas (Lee-Gosselin et Ann, 2014).

Mesures de soutien existantes

Le tableau 7 présente les programmes et les initiatives, précise la nature des produits et services et indiquent, en rapport avec la recension des écrits, à quelle catégorie de soutien ils appartiennent. La première section est générale et la deuxième s'adresse particulièrement aux femmes entrepreneures.

Tableau 7 – Programmes de soutien à l'entrepreneuriat immigrant, généraux et spécifiques pour les femmes

	Nature du soutien Programme	Produits services	Soutien individuel	Soutien socioculturel	Soutien structurel (financement)
Mesures générales	ImmigAffaires (guide et atelier), SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs, Montréal, QC. http://bit.ly/2fM9gni	Information et outils	X		
	Fonds d'emprunt Québec, Québec, QC. http://bit.ly/2g7pGb3	Micro-financement			X
	Ressources Entreprise. Services d'information d'affaires, Québec, QC. http://bit.ly/2fEo78j	Information et conseils	X		X (données sur les marchés)
	Entreprendre Ici, une initiative de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal, QC. http://bit.ly/Lbg3rk	Services-conseils	X	X	X
Mesures spécifiques	Continuum entrepreneuriat Montréal pour femmes issues de l'immigration (CEMFII), Femmessor Montréal, QC. http://bit.ly/2fEqd7Z	Accompagnement Réseautage	X	X	
	Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI), Montréal, QC. http://bit.ly/2gKWYgG	Soutien aux jeunes femmes immigrantes	X	X	
	Association des Femmes Entrepreneures Immigrantes de Québec (AFEIQ), Québec, QC. http://bit.ly/2gJlDx	Services-conseils Réseautage	X	X	X

Synthèse, constats et conclusion

À la suite de la recension des écrits et des initiatives présentées dans les sections précédentes, il est possible d'établir un certain nombre de constats et d'ouvrir sur des pistes d'intervention et des recommandations pour favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes, particulièrement chez les femmes autochtones.

À la lumière de notre recension, il semble clair que l'entrepreneuriat féminin est un objet de réflexion qui demeure encore sous-exploré, particulièrement chez les femmes entrepreneures autochtones. Sachant l'importance du contexte dans le développement entrepreneurial pour les femmes, ce manque d'études propres aux différents groupes de femmes entrepreneures représente une lacune sérieuse, particulièrement pour les femmes autochtones qui vivent dans des milieux et territoires des plus différenciés en ce qui concerne les réalités et les ressources.

De plus, les études réalisées adoptent encore majoritairement des perspectives traditionnelle et libérale qui tendent à établir l'homme entrepreneur comme la norme universelle à atteindre et à souligner les différences entre les hommes et les femmes. À cet effet, cette étude avait comme objectif d'offrir d'autres perspectives dans le but de comprendre les obstacles propres aux femmes entrepreneures autochtones en les contextualisant plus largement avec la réalité des femmes entrepreneures en général et celle des femmes immigrantes. D'une manière générale, cette étude a permis de dégager des constats relatifs aux obstacles et aux facteurs facilitants pour les trois groupes de femmes étudiées :

- Toutes catégories confondues, les femmes entrepreneures sont généralement jeunes et n'ont pas beaucoup d'expérience professionnelle en gestion des affaires.
- Les femmes entrepreneures sont confrontées à la question de l'isolement, de l'éloignement géographique et de l'isolement relationnel.
- Le rôle de mère est central chez les femmes entrepreneures et cela a une influence sur leurs activités entrepreneuriales.
- Les femmes sont sous-représentées dans les domaines scientifiques desquels sont issues les entreprises à plus fort potentiel de croissance. Dans le cas des femmes entrepreneures autochtones, cet écart est plus marqué, puisqu'il y a un manque à combler dans la scolarité de base, ce qui influence évidemment les activités entrepreneuriales.
- Il existe encore aujourd'hui du sexisme dans le milieu professionnel et dans la société québécoise ou autochtone.

- L'image des femmes entrepreneures est majoritairement stéréotypée (femme blanche et éduquée). C'est une réalité encore plus vive chez les femmes autochtones et immigrantes.
- Les femmes entrepreneures vivent en général un manque d'opportunités de réseautage d'affaires, pourtant reconnu comme un facteur facilitant. Cette lacune est encore plus importante pour les femmes entrepreneures autochtones et immigrantes.
- La difficulté d'accès au financement, notamment au capital de risque, est également constatée, et cette difficulté a la plupart du temps comme conséquence que les femmes investissent leur argent personnel.
- Pour les femmes, la création d'entreprises revêt une volonté de contribuer à leur communauté. Cette réalité est encore plus vraie pour les femmes autochtones.

Comme l'ont montré précédemment les différents tableaux, une recension des principales mesures de soutien visant les différentes catégories de femmes a été effectuée. Ces mesures s'inscrivent dans une volonté de faire face aux obstacles et de faciliter l'accès des femmes à l'entrepreneuriat et à la réussite de leurs projets. Elles touchent à chacune des trois catégories d'obstacles : individuels, socioculturels et structurels. À la suite de cette recension, un certain nombre de constats peuvent être dégagés :

- Pour le soutien à l'entrepreneuriat de façon générale, les produits et services offerts concernent majoritairement le soutien de type individuel. Ce soutien se traduit par quelques services spécifiques, soit le mentorat, les services-conseils et les programmes de formation à l'entrepreneuriat. Pour sa part, le soutien de type socioculturel se traduit par des activités générales de sensibilisation à l'entrepreneuriat et de façon moins importante par du réseautage. Quelques organisations offrent des services de financement sachant toutefois que ces services n'ont pas été tous répertoriés pour les besoins de cette étude. Une consultation de ces sites montre en revanche que ces services sont présentés dans une perspective traditionnelle ou libérale, faisant peu appel à la réalité et aux besoins spécifiques des femmes.
- Du côté du soutien spécifique des femmes entrepreneures, il a été constaté que peu d'initiatives sont présentes. Celles-ci concernent de façon équivalente le soutien individuel et le soutien socioculturel. Des formations et du mentorat forment le soutien individuel, alors que des activités générales de sensibilisation et de réseautage constituent le soutien socioculturel. Seulement une organisation offre du financement partout au Québec, soit Femmessor, un organisme dont le financement a par ailleurs été réduit tout récemment.

- Concernant le soutien à l'entrepreneuriat autochtone, il a été constaté que le principal service de soutien offert relève du financement, en particulier celui du Secrétariat aux affaires autochtones. Seulement deux initiatives de soutien concernent le soutien individuel (service-conseil), notamment une initiative pour les jeunes.
- Pour le soutien spécifique des femmes autochtones, il a été constaté que très peu de services sont offerts. La majorité des services concerne le soutien sur le plan structurel, soit le financement. Une initiative individuelle a été répertoriée au Québec; et il s'agit des services-conseils dispensés par le projet « Femmes d'affaires » de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL).
- Quant au soutien à l'entrepreneuriat spécifique des immigrants et immigrantes, peu d'initiatives existent et les projets actuels concernent le service-conseil et le financement. Outre Femmessor, seulement deux organisations ont été répertoriées, soit un service général d'appui aux immigrantes et une association dédiée aux femmes entrepreneures immigrantes. Cette association offre un service d'accompagnement individuel et une occasion de réseautage.

Par ailleurs, les constats sur les projets et les initiatives existants des services montrent que ceux-ci ne couvrent que partiellement les besoins des femmes entrepreneures :

- Aucun service ne concerne spécifiquement les jeunes femmes, alors que nous savons que les femmes entrepreneures sont généralement jeunes et moins expérimentées.
- Dans les services de soutien socioculturels, peu de thèmes propres aux femmes sont abordés dans les activités de sensibilisation (isolement, interface famille/travail, sexisme dans le milieu professionnel et culturel, importance de la communauté, etc.), mises à part les activités du Réseau des mères en affaires. Une consultation rapide de ce site montre toutefois que l'organisation dispose de moyens plutôt modestes dans la réalisation de sa mission.
- Aucun service ne vise à soutenir les femmes entrepreneures dans leur conciliation travail-famille alors qu'il s'agit d'un enjeu majeur pour ces dernières.
- Aucune initiative n'est spécifique aux femmes (ex. : des stages au sein d'une PME), qui leur permettrait d'acquérir de l'expérience en gestion des affaires.
- Concernant le secteur de l'éducation, très peu de mesures visent à soutenir les jeunes femmes entrepreneures en permettant de travailler en amont la sous-représentation des femmes dans les formations scientifiques (secteur de croissance) pour les femmes entrepreneures, ou les formations de base pour les femmes autochtones.

- Peu d'activités de sensibilisation semblent présenter des modèles diversifiés pour les femmes entrepreneures, et encore moins pour les femmes autochtones et immigrantes, chez qui les activités de sensibilisation sont quasi absentes de l'offre de services.
- Quelques organismes proposent des activités de réseautage pour les femmes entrepreneures mais aucun service de réseautage n'est offert pour les femmes autochtones, sachant que le manque d'opportunités de réseautage d'affaires est un obstacle important pour les femmes. Les occasions de réseautage pour les femmes immigrantes sont faibles et demeurent entre elles.
- Les femmes investissent davantage leur argent personnel dans l'entreprise, puisque le financement mis à leur disposition est difficilement accessible, notamment en ce qui concerne les femmes autochtones (plan d'affaires, garantie bancaire, constitution du dossier pour la demande de financement, etc.).

En somme, l'exercice réalisé met en lumière la nécessité de se pencher plus spécifiquement sur la réalité des femmes entrepreneures autochtones. Le portrait statistique est bien insuffisant et une investigation qualitative, voire ethnographique, serait plus appropriée pour comprendre la dynamique des femmes autochtones et les interactions entre les différentes composantes de l'écosystème autochtone. À cet égard, il est recommandé plus précisément :

De poursuivre la réalisation d'études sur le sujet, notamment une étude qualitative auprès de femmes entrepreneures autochtones afin de mieux documenter leur parcours tant sur le plan individuel que sur le plan organisationnel et contextuel. Cette étude permettrait de mieux connaître les réalités spécifiques de ces femmes et leurs entreprises, et ainsi de déceler les mesures pertinentes en matière de soutien.

En effet, considérant la diversité des communautés autochtones au Québec (positionnement géographique et niveau de développement socioéconomique), il importe de mettre en lumière et de développer de façon contextualisée les mesures les plus pertinentes pour soutenir l'activité économique des femmes, notamment par l'entrepreneuriat. En effet, la recension des mesures de soutien actuelles a permis de montrer la généralité des stratégies, alors qu'une analyse contextuelle devrait être intégrée dans l'élaboration des stratégies afin qu'elles répondent davantage aux réalités du milieu et soient plus efficaces. Contrairement

aux mesures qui soutiennent les femmes entrepreneures immigrantes, lesquelles sont plus orientées vers l'intégration dans l'économie nationale, les mesures de soutien de femmes autochtones devraient en premier lieu prendre en considération leur volonté de développer leur entreprise au sein de leur communauté d'origine. À cet effet, il est recommandé :

De mieux appuyer les organismes de soutien déjà en place, voire même en créer d'autres, afin de les sensibiliser à la réalité des femmes autochtones et à l'adaptation de leurs mesures existantes ou à venir. Un premier pas en ce sens serait de revoir leur stratégie de communication qui n'interpelle pas directement les femmes et de proposer de nouvelles mesures de soutien différenciées répondant davantage aux besoins de ces dernières. Des activités communes, telles des tables rondes, et des activités spécifiques pourraient être organisées auprès de ces organismes pour amorcer ces changements.

Considérant la présence importante d'obstacles de nature socioculturelle (sexisme, stéréotype, contexte familial, etc.), des initiatives visant à modifier les attitudes et les perceptions, tant des femmes que des acteurs au sein de leur milieu de vie, permettraient à ces dernières de considérer davantage la carrière entrepreneuriale comme un choix de vie et un choix professionnel. En effet, afin de développer l'entrepreneuriat chez les femmes autochtones, il est nécessaire aussi de comprendre la dynamique politique et l'éducation que les femmes reçoivent. Pour cela, au-delà des projets à court terme comme l'implantation des réseaux d'accompagnement au projet entrepreneurial, la mise en place d'espaces éducatifs destinés à la sensibilisation entrepreneuriale chez les jeunes femmes représente une solution pertinente à plus long terme. En ce sens, il est recommandé :

De renforcer et soutenir les activités de sensibilisation au sein de la communauté, principalement auprès des jeunes femmes. Des activités sur l'entrepreneuriat à l'intérieur des écoles et la production d'information sous forme écrite ou numérique pourraient ainsi être multipliées. Ces initiatives permettent de mieux préparer les femmes, tant sur le plan individuel que sur le plan contextuel, à leur éventuel projet entrepreneurial.

Comme l'a démontré la recension des obstacles, les dimensions individuelles ont également une influence sur la réussite entrepreneuriale. Accroître la présence de « modèles » de succès entrepreneurial autochtone et d'expériences diversifiées de femmes entrepreneures autochtones est, en ce sens, une avenue prometteuse. Il est ainsi recommandé :

De réaliser des portraits diversifiés de femmes entrepreneures autochtones actuelles afin d'inspirer les femmes autochtones et leur milieu, voire même leur servir de mentor si possible. La mise en valeur des expériences vécues par ces femmes, plus près de la réalité des communautés, pourrait être un des résultats issus de l'étude qualitative visant à recueillir des données auprès de ces femmes.

Enfin, une révision de l'offre de services semble donc nécessaire dans la mesure où les services offerts, notamment ceux qui visent les femmes autochtones, ne semblent pas arrimés aux besoins réels et aux obstacles vécus et perçus par les femmes. En effet, la recension des initiatives en place a retracé davantage de mesures visant l'accès au financement, mais bien peu soutenant les dimensions individuelles et socioculturelles, pourtant fort importantes. En ce sens, une approche qui intègre ces trois dimensions s'impose pour mieux contrer les obstacles à l'entrepreneuriat féminin autochtone. Pour cela, il est recommandé :

De mettre en place des mécanismes locaux permettant d'établir des pistes et de lancer des projets porteurs pour le milieu. Ce développement endogène et local par l'entrepreneuriat, à travers une approche collective, vise à favoriser l'appropriation du développement socioéconomique par les territoires et leur population. Ces actions peuvent prendre la forme de tables de concertation et de comités de travail afin de réaliser une démarche collective d'identification d'opportunités ralliant les préoccupations des acteurs du milieu, de dégager un consensus auprès de différents acteurs concernés sur les priorités et de désigner des porteurs de projets. Ces activités permettraient ainsi aux femmes de disposer de projets entrepreneuriaux mieux contextualisés et pour lesquels les facteurs facilitants et les obstacles pressentis ont mieux été pris en compte. Il est important de rappeler que les Premières Nations doivent pouvoir développer elles-mêmes les ressources de soutien nécessaires à l'autonomisation économique des femmes autochtones, avec le soutien des allochtones, dans une approche non colonialiste.

Ce rapport de recherche a été produit à la demande du Conseil du statut de la femme du Québec. La volonté était de dresser un portrait des connaissances actuelles en matière d'entrepreneuriat féminin autochtone et de recenser les mesures de soutien existantes. Pour obtenir un portrait complet, nous avons réalisé un état des connaissances de l'entrepreneuriat chez les femmes entrepreneures, les femmes autochtones et les femmes immigrantes, de façon à mieux cerner les obstacles et les facteurs facilitants, généraux et spécifiques. Nous avons également, pour chaque catégorie, recensé les mesures de soutien existantes, en indiquant si elles étaient générales ou spécifiques. Les catégories d'obstacles ciblées par ces mesures ont également été précisées. Évidemment, on ne peut prétendre à l'exhaustivité de la recension. Il est fort probable que des documents, articles, rapports et mesures ont échappé à notre recherche. Toutefois, cette analyse croisée des différents groupes de femmes entrepreneures a permis de mettre en lumière de façon simultanée une réalité et des constats qui sont souvent traités de façon indépendante dans la littérature. Nous sommes d'avis que ce regard commun permet de dresser un portrait pertinent de la situation des femmes entrepreneures autochtones et que les constats présentés permettent un regard critique et ouvrent sur des pistes d'action utiles et pertinentes.

Références bibliographiques

- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (2012). *Les femmes autochtones au Canada : profil statistique d'après le recensement de 2006*.
- Ahl, H., & Marlow, S. (2012). Exploring the dynamics of gender, feminism and entrepreneurship: advancing debate to escape a dead end? *Organization*, 19(5), 543-562.
- Akehurst, G., Simarro, E., & Mas-Tur, A. (2012). Women entrepreneurship in small service firms: motivations, barriers and performance. *The Service Industries Journal*, 32(15), 2489-2505.
- Al-Dajani, H., & Marlow, S. (2013). Empowerment and entrepreneurship: a theoretical framework. *International Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research*, 19(5), 503-524.
- Anderson, R.B. (1999). *Economic development among the Aboriginal Peoples in Canada: the hope for the future*. Concord, Ontario: Captus Press
- Arcand, S. & Stambouli J. (2011) *L'entrepreneuriat ethnique: une revue de la littérature scientifique et des programmes d'aide au Québec*. Montréal, Comité d'adaptation de la main-d'œuvre – Personnes Immigrantes (CAMO-PI).
- Bahmani-Oskooee, M., Galindo, M. Á., & Méndez, M. T. (2012). Women's entrepreneurship and economic policies. *International Studies in Entrepreneurship*, 1000, 23-33.
- Bardasi, E., Sabarwal, S., & Terrell, K. (2011). How do female entrepreneurs perform? Evidence from three developing regions. *Small Business Economics*, 37(4), 417-441.
- Barès, F. (2004). Que dire de l'accompagnement en phase de démarrage? La perception de cinq créateurs d'entreprises technologiques à fort potentiel de croissance. Actes du 3^e congrès de l'Académie de l'Entrepreneuriat, Lyon, France.
- Bogren, M., Von Friedrichs, Y., Rennemo, Ø., & Widding, Ø. (2013). Networking women entrepreneurs: fruitful for business growth? *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 5(1), 60-77.
- Bönte, W., & Piegeler, M. (2013). Gender gap in latent and nascent entrepreneurship: driven by competitiveness. *Small Business Economics*, 41(4), 961-987.
- Bosma, N., & Harding R. (2007). *Global entrepreneurship monitor. GEM 2006 Summary results*, Babson Park, MA: Babson College / London: London Business School.
- Botha, M., Niemann, G., & Van Vuuren, J. (2013). Measuring the effectiveness of the women entrepreneurship programme on potential, start-up and established women entrepreneurs in *South Africa*. *South African Journal of Economic and Management Sciences*, 10(2), 160-183.
- Bourne, K. A., & Calás, M. B. (2013). Becoming "real" entrepreneurs: women and the gendered normalization of "work". *Gender, Work & Organization*, 20(4), 425-438.

- Boustany, D. & Manai, B. (2014). *L'entrepreneuriat des femmes immigrantes: de l'idée au projet: Recension des bonnes pratiques de l'offre de soutien au parcours entrepreneurial des femmes immigrantes*, Montréal: Femmessor.
- Braidford, P., Stone, I., & Tesfaye, B. (2013). Gender, disadvantage and enterprise support-lessons from women's business centres in North America and Europe. *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 20(1), 143-164.
- Brenner, G. A., Menzies, T. V., Filion, L. J., & Ramangalahy, C. (2002). *Entreprises ethniques et identité du partenariat (une étude comparative entre Chinois, Italiens et Indiens/Sikhs au Canada)*, Montréal: Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter, École des hautes études commerciales, «Cahier de recherche», n° 2002-16.
- Brière, S., Auclair, I. & Tremblay, M. (Accepté mars 2016). Gendered and contextualised strategies to support women entrepreneurs in Africa, manuscript soumis à *l'International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*.
- Brighetti, G., & Lucarelli, C. (2014). Gender differences in attitudes towards risk and ambiguity: when psycho-physiological measurements contradict sex-based stereotypes. *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 24(1), 62-82.
- Brüderl, J., Preisendörfer, P., & Ziegler, R. (1992). Survival chances of newly founded business organizations. *American sociological review*, 227-242.
- Brush, C. G. (2006). Women entrepreneurs: a research overview. Dans Basu, A., Casson, M., Wadeson, N., Yeung, B. (éd), *The Oxford Handbook of Entrepreneurship*. London: Oxford publishing.
- Brush, C. G. (1992). Research on women business owners: Past trends, a new perspective and future directions. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 16(4).
- Busenitz, L. W., Page West, G., Shepherd, D., Nelson, T., Chandler, G.N., & Zacharakis, A. (2003). Entrepreneurship Research in Emergence: past trends future directions. *Journal of management*, 29 (3), 285- 308.
- Calás, M. B., Smircich, L., & Bourne, K. A. (2009). Extending the boundaries: reframing "entrepreneurship as social change" through feminist perspectives. *Academy of Management Review*, 34(3), 552-569.
- The Canadian Provinces. Special Editions, Key Small Business Statistics, (2013), *Small Business Branch*, Industrie Canada.
- Carrier, C., Julien, P. A., & Menvielle, W. (2006). Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin: une synthèse des études des 25 dernières années. *Gestion*, 31(2), 36-50.
- Centre de vigie et de recherche sur la culture entrepreneuriale de la Fondation de l'entrepreneurship (2011). *Indicateurs de base du dynamisme entrepreneurial des Autochtones du Québec*.

- Cetindamar, D., Gupta, V. K., Karadeniz, E. E., & Egrican, N. (2012). What the numbers tell: the impact of human, family and financial capital on women and men's entry into entrepreneurship in Turkey. *Entrepreneurship & Regional Development*, 24(1-2), 29-51.
- Chitsike, C. (2000). Culture as a barrier to rural women's entrepreneurship: experience from Zimbabwe. *Gender & Development*, 8(1), 71-77.
- Chrisman, J. J., Bauerschmidt, A., & Hofer, C. W. (1998). The determinants of new venture performance: an extended model. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 23, 5-30.
- Constantinidis, C. (2010). Représentations sur le genre et réseaux d'affaires chez les femmes entrepreneurs. *Revue française de gestion*, (3), 127-143.
- Dallalfar, A. (1994). Iranian women as immigrant entrepreneurs. *Gender & Society*, 8(4), 541-561.
- Datta, P. B., & Gailey, R. (2012). Empowering women through social entrepreneurship: case study of a women's cooperative in India. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 36(3), 569-587.
- Davis, P. J. (2012). The global training deficit: the scarcity of formal and informal professional development opportunities for women entrepreneurs. *Industrial and Commercial Training*, 44(1), 19-25.
- Della-Giusta, M., & Phillips, C. (2006). Women entrepreneurs in the Gambia: challenges and opportunities. *Journal of International Development*, 18(8), 1051-1064.
- Derera, E., Chitakunye, P., O'Neill, C., & Tarkhar-Lail, A. (2014). Gendered lending practices: enabling south African Women entrepreneurs to access Start-Up Capital. *Journal of Enterprising Culture*, 22(03), 313-330.
- Desrosiers, M. & Lépine, I. (1991). La place des femmes dans la gestion : perspectives de recherche. Dans Lépine et Simard, *Prendre sa place dans l'univers organisationnel*. Ottawa : Éditions Agence d'arc, 3-52.
- Díaz-García, M. C., & Brush, C. (2012). Gender and business ownership: questioning "what" and "why". *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 18(1), 4-27.
- Drine, I., & Grach, M. (2012). Supporting women entrepreneurs in Tunisia. *European Journal of Development Research*, 24(3), 450-464.
- Ekinsmyth, C. (2013). Managing the business of everyday life: the roles of space and place in "mumpreneurship". *International Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research*, 19(5), 525-546.
- Estrin, S., & Mickiewicz, T. (2011). Institutions and female entrepreneurship. *Small business economics*, 37(4), 397-415.
- Fayolle, A., & Degeorge, J.M. (2012). *Dynamique entrepreneuriale: le comportement de l'entrepreneur*, Bruxelles: De Boeck, 2012.

- Fondation de l'entrepreneurship (2014). *Indice entrepreneurial québécois 2014 : qu'est-ce qui motivent nos jeunes à faire le grand saut ?*. Montréal : Fondation de l'entrepreneurship.
- Foss, L. (2010). Research on entrepreneur networks: the case for a constructionist feminist theory perspective. *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 2(1), 83-102.
- Gupta, V. K., Turban, D. B., Wasti, S. A., & Sikdar, A. (2009). The role of gender stereotypes in perceptions of entrepreneurs and intentions to become an entrepreneur. *Entrepreneurship theory and practice*, 33(2), 397-417.
- Haugh, H. (2007). Community-led social venture creation. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 31(2), 161-182.
- Heidrick T., & Nicol T. (2002), *Financing SMEs in Canada: barriers faced by women, youth, aboriginal and minority entrepreneurs in accessing Capital-Phase 1: literature review*. Government of Canada.
- Hindle, K., & Lansdowne, M. (2005). Brave spirits on new paths: towards a globally relevant paradigm of indigenous entrepreneurship research. *Journal of Small and Business & Entrepreneurship*, 18(2), 131-141.
- Hossain, A., Naser, K., Zaman, A., & Nuseibeh, R. (2009). Factors influencing women business development in the developing countries: evidence from Bangladesh. *International Journal of Organizational Analysis*, 17(3), 202-224.
- Huarng, K., Mas-Tur, A., Hui-Kuang, Y. (2012). Factors affecting the success of women entrepreneurs, *International Entrepreneurship and Management Journal*, 8(4), 487-497.
- Huili, Y. A. O., & Wanhua, S. H. E. N. (2011). The construction and analysis of cause model for the personal qualities of women entrepreneurs/construction et analyse du modèle des causes pour les qualités personnelles des entrepreneuses. *Canadian Social Science*, 7(4), 104.
- Industry Canada (2013). *Small Business Branch. Key small business statistics*. Repéré à (<http://bit.ly/1nugYC2>)
- Industry Canada (2011). *Survey on Financing and Growth of Small and Medium Enterprises*. Repéré à (<http://bit.ly/2fRG4id>)
- IRIS (2012). *L'intégration économique des immigrants et immigrantes au Québec*. Montréal : Iris, « Note socio-économique ».
- Jennings, J. E., & Brush, C. G. (2013). Research on women entrepreneurs: challenges to (and from) the broader entrepreneurship literature ?. *The Academy of Management Annals*, 7(1), 663-715.
- Kabir, M. S., & Huo, X. (2011). Advancement of rural poor women through small entrepreneurship development: the case of Bangladesh. *International Journal of Business and Management*, 6(9), 134.

- Kantor, P. (2001). Promoting women's entrepreneurship development based on good practice programmes: some experiences from the North to the South (No. 345702). *International Labour Organization*.
- Karanda, C., & Toledano, N. (2012). Social entrepreneurship in South Africa: a different narrative for a different context. *Social enterprise journal*, 8(3), 201-215.
- Kelley, D., Brush, C., Greene, P., Herrington, M., Ali A. & Kew, P. (2015). *Special report: women's entrepreneurship*, the global entrepreneurship monitor. Babson college.
- Knight, M. (2014). Race-ing, classing and gendering racialized women's participation in entrepreneurship. *Gender, Work & Organization*.
- Kreide, R. (2003). Self-employment of women and welfare-state policies. *International Review of Sociology/Revue Internationale de Sociologie*, 13(1), 205-218.
- Kwong, C., Jones-Evans, D. & Thompson P. (2012). Differences in perceptions of access to finance between potential male and female entrepreneurs: Evidence from the UK International, *Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research*, 18 (1), 75-97.
- Kyrgidou, L. P., & Petridou, E. (2013). Developing women entrepreneurs' knowledge, skills and attitudes through e-mentoring support. *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 20(3), 548-566.
- Lafortune, A., & St-Cyr L. (2000). La perception de l'accès au financement chez les femmes entrepreneurs. Québec: Ministère de l'Industrie et du commerce.
- Lahn, J. (2013). Aboriginal Professionals: work, class and culture. *Centre for Aboriginal Economic Policy Research*.
- Lee-Gosselin, H. & Ann, H. (2014). *Portrait et réalités de femmes entrepreneures immigrantes à Québec: une étude exploratoire*. Québec: Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés. Université Laval / Conférence régionale des élus Capitale-Nationale.
- Lee-Gosselin, H., Housieaux, C., & Villeneuve, M. (2010). *Réalités, besoins et défis des femmes entrepreneures de la région de la Capitale-Nationale*. Québec: Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés, Université Laval.
- Légaré, M. H., & St-Cyr, L. (2000). Portrait statistique des femmes entrepreneures. *Groupe-conseil sur l'entrepreneuriat féminin et du ministère de l'Industrie et du Commerce*, Direction des communications, MIC.
- Legault, G. (1993). Femmes immigrantes: problématiques et intervention féministe. *Service social*, 42(1), 63-80.

- Li, P. S. (2000). Economic returns of immigrants self-employment. *Canadian Journal of Sociology/ Cahiers canadiens de sociologie*, 1-34.
- Liégeois, L. (2007). Capsule thématique: l'entrepreneuriat ethnique. *VRM (Réseau Villes Régions Monde)*. Repéré à <http://bit.ly/2gLOSsj>
- Lituchy, T. R., Reavley, M. A., Lvina, E., & Abaira, R. J. (2006). Success factors of aboriginal women entrepreneurs: a study of Mohawk community in Canada. *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 3(6), 760-778.
- Marion, S., Noël, X., Sammut, S., & Senicourt, P. (2003). Réflexions sur les outils et les méthodes à l'usage du créateur d'entreprise. *Les Editions de l'ADREG*.
- Marlow, S., & McAdam, M. (2013). Gender and entrepreneurship: advancing debate and challenging myths; exploring the mystery of the under-performing female entrepreneur. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 19(1), 114-124.
- McDonnell, S. (1999). Women's business: access to credit for Indigenous women entrepreneurs within Torres Strait, *ANU Research Publications*.
- Minniti, M., & Naudé, W. (2010). What do we know about the patterns and determinants of female entrepreneurship across countries? *European Journal of Development Research*, 22(3), 277-293.
- Moyle, T. L., & Dollard, M. F. (2008). Rural Indian and Indigenous Australian women working towards empowerment a proposed cross-cultural study. *International Journal of Rural Management*, 4(1-2), 153-168.
- O'Donnell, V., & Wallace, S. (2011). Les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites. *Ottawa: Statistique Canada*.
- O'Hagan, C. (2014). Broadening the intersectional path: revealing organizational practices through "working mothers" narratives about time. *Gender, Work & Organization*, 1-15.
- Orser, B., Elliott, C., & Findlay-Thompson, S. (2012). Women-focused small business programming: client motives and perspectives. *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 4(3), 236-265.
- Pardo del Val, M. (2010). Services supporting female entrepreneurs. *The Service Industries Journal*, 30(9), 1479-1498.
- Paré, S. (2002). Entrepreneurship ethnique au féminin à Montréal. Dans Tremblay, D.G., & Dagenais, L.F. (dir.), *Ruptures, segmentations et mutations du marché du travail*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 277-290.

- Pathak, S., Goltz, S., & W. Buche, M. (2013). Influences of gendered institutions on women's entry into entrepreneurship. *International Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research*, 19(5), 478-502.
- Pearson, C. A., & Daff, S. (2014). Female Indigenous entrepreneurship in remote communities in Northern Australia. *Information Management and Business Review*, 6(6), 329.
- Pearson, C.A.L. & Helms, K. (2012). Releasing indigenous entrepreneurial capacity: a case study of the Yolngu clan in a remote region of Northern Australia. *Global Business and Economic Review*, 12(1-2).
- Peredo, A. M., Anderson, R. B., Galbraith, C. S., Honig, B., & Dana, L. P. (2004). Towards a theory of indigenous entrepreneurship. *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 1(1-2), 1-20.
- Pettersson, K. (2012). Support for women's entrepreneurship: a nordic spectrum. *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 4(1), 4-19.
- Piacentini, M. (2013). Women entrepreneurs in the OECD: key evidence and policy challenges, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 147, OECD Publishing.
- Pio, E. (2007). Ethnic entrepreneurship among Indian women in New Zealand: a bittersweet process. *Gender, Work & Organization*, 14(5), 409-432.
- Robichaud, Y., LeBrasseur, R., & Nagarajan, K. V. (2010). Necessity and opportunity-driven entrepreneurs in Canada: an investigation into their characteristics and an appraisal of the role of gender. *The Journal of Applied Business and Economics*, 11(1), 59.
- Ronsen, M. (2014). Famille et enfants: obstacles ou incitations à l'emploi indépendant des femmes en Norvège? *Revue internationale du Travail*, 153(2), 367-379.
- Rose, R., (2013). *Les femmes et le marché du travail au Québec: portrait statistique*. Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre.
- Rouse, J., Treanor, L., & Fleck, E. (2013). The gendering of entrepreneurship: theoretical and empirical insights. *International Journal of Entrepreneurial Behaviour & Research*, 19(5), 452-459.
- Rutashobya, L.K., Allan, I.S. & Nilsson, K. (2009). Gender, social networks, and entrepreneurial outcomes in Tanzania. *Journal of African Business*, 10(1), 67-83.
- Safarik, L. (2003), Feminist transformation in higher education: discipline, structure, and institution. *The Review of Higher Education*, 26(4) 419-445.
- Smith-Hunter, A., Kapp, J. & Manimoy, P. (2010). Women entrepreneurship in the United States: the latest look at the statistical figures. *IHART*, vol. 13.

- Spring, A. (2009). African women in the entrepreneurial landscape: reconsidering the formal and informal sectors. *Journal of African Business*, 10(1), 11-30.
- St-Pierre, J., Pilaeva, C., & Julien, P.A. (2011). *Le Financement de l'entrepreneuriat féminin: synthèse des travaux récents et agenda de recherche*. OCDE.
- Statistics Canada (2012). *Labour Force Survey*. Statistics Canada.
- Statistique Canada (2011a). Les femmes immigrantes. Dans *Femmes au Canada: rapport statistique fondé sur le sexe*. Statistique Canada. Repéré à (<http://bit.ly/2fRGBR0>)
- Statistique Canada (2011b). La population féminine. Dans *Femmes au Canada: rapport statistique fondé sur le sexe*. Statistique Canada. Repéré à (<http://bit.ly/2gGG05V>)
- Statistique Canada (2011c). *Survey on financing and growth of small and medium enterprises 2011*. Statistique Canada. Repéré à (<http://bit.ly/2gllYxf>)
- Statistique Canada (2006). *Peuples autochtones du Canada en 2006: Inuits, Métis et Premières nations, Recensement de 2006*. Repéré à (<http://bit.ly/2fEo8cf>)
- Stephens, S. (2013). Building an entrepreneurial network: the experiences of immigrant entrepreneurs. *Journal of Enterprising Communities: People and Places in the Global Economy*, 7(3), 233-244.
- Steyaert, C., & Katz, J. (2004). Reclaiming the space of entrepreneurship in society: geographical, discursive and social dimensions. *Entrepreneurship & regional development*, 16(3), 179-196.
- Stout, M. D., & Kipling, G. D. (1998). *Aboriginal women in Canada: strategic research directions for policy development*. Status of Women Canada.
- Todd, R. (2012). Young urban Aboriginal women entrepreneurs: social capital, complex transitions and community support. *British Journal of Canadian Studies*, 25(1), 1-19.
- Treanor, L., & Henry, C. (2010). Gender in campus incubation: evidence from Ireland. *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, 2(2), 130-149.
- Tremblay, M. (2014). Le processus collectif d'identification d'opportunités: la créativité au service de l'entrepreneuriat, *Revue Internationale PME*, 27(1), 99-124.
- Verduijn, K., Dey, P., Tedmanson, D., & Essers, C. (2014). Emancipation and/or oppression? Conceptualizing dimensions of criticality in entrepreneurship studies. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 20(2), 98-107.
- Wang, Q. (2013). Constructing a multilevel spatial approach in ethnic entrepreneurship studies. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 19(1), 97-113.

- Welter, F., Brush, C., & De Bruin, A. (2014). The gendering of entrepreneurship context. *Institut für Mittelstandsforschung Bonn (Hrsg.): Working Paper*, 1, 14.
- Wood, G. J., & Davidson, M. J. (2011). A review of male and female Australian indigenous entrepreneurs: disadvantaged past-promising future? *Gender in Management: An International Journal*, 26(4), 311-326.
- Yao, H. & Shen, W., (2011), The construction and analysis of cause model for the personal qualities of women entrepreneurs, *Canadian Social Science*, 7,(4), 104-108.
- Zeidan, S., & Bahrami, S. (2011). Women entrepreneurship in GCC: a framework to address challenges and promote participation in a regional context. *International Journal of Business and Social Science*, 2(14), 100-107.

www.placealegalite.gouv.qc.ca